



attac

Le Courriel d'information

n° 175 – Mardi 10 octobre 2000.

EUROPE DES DROITS

Dans ce numéro

- 1- Marche des femmes pour l'an 2000
- 2- ATTAC au contre-sommet de Biarritz
- 3- On va marcher sur Nice
- 4- Annonce d'une amélioration de l'initiative HIPC : la duperie continue !
- 5- Quelques leçons de Prague
- 6- Des murs pour les humains...
- 7- L'Autre Sommet
- 8- National-libéralisme et libéralisme
- 9- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

- 1- *Marche des femmes pour l'an 2000. De toute la France bus et trains se préparent à amener militantes et militants à Bruxelles pour la marche européenne samedi 14 octobre.*
- 2- *ATTAC au contre-sommet de Biarritz. Le 11 octobre (Meeting du CCDF à Paris) et les 13 et 14 octobre à Bayonne ATTAC participera aux différentes manifestations organisées à l'occasion du sommet européen.*
- 3- *On va marcher sur Nice. Une autre mobilisation, en décembre, mais une cassette vidéo déjà en vente afin d'en expliquer les enjeux.*
- 4- *Annonce d'une amélioration de l'initiative HIPC : la duperie continue ! Une poursuite des analyses autour des effets d'annonce sur l'annulation de la dette.*
- 5- *Quelques leçons de Prague. Après les mobilisations, la répression, une analyse de ce qui s'est déroulé à Prague et des leçons que nous devons en tirer à propos des différents mouvements qui mondialement maintenant, luttent contre la mondialisation libérale.*
- 6- *Des murs pour les humains. Si l'ALENA a aussi pour symbole la frontière militarisée entre les Etats-Unis et le Mexique, l'Union européenne possède aussi son mur de la honte symbolisé par El Ejido. Quand, dans le jargon néolibéral, on parle de liberté de circulation, il s'agit non d'une liberté humaine... mais de celles des capitaux.*
- 7- *L'Autre Sommet. Quelques brèves d'informations sur le monde méditerranéen.*
- 8- *National-libéralisme et libéralisme. A la veille de mobilisations européennes, un petit retour sur la montée nationaliste dans les pays européens.*

Marche des femmes pour l'an 2000

MOSELLE

Le collectif mosellan pour les droits des femmes organise samedi 14 octobre un bus pour la marche européenne de la Marche Mondiale des Femmes à destination de Bruxelles. Rendez-vous à 7 heures place du Roi George à Metz. Retour le soir. Prix: 50 F mini (faibles revenus: 20 F mini)

Inscriptions auprès d'Annette Günther le soir au 03 87 63 57 34 ou en journée auprès de Virginie au 03 87 76 76 22 voire sur place au départ du bus s'il reste des places

NORD PAS DE CALAIS (rappel)

Bus. Infos : 03 20 47 53 43 ou au 03 20 52 56 42. nord@attac.org

TOURS (rappel)

Bus. Infos : 02 47 61 27 99 tours@attac.org



attac

ILE DE FRANCE (rappel)
Train. Infos : 06 83 38 16 80 / 06 72 33 02 67.
femmes.paris14@attac.org

ATTAC au contre-sommet de Biarritz

Lors du Conseil européen qui se réunira à Biarritz du 13 et 15 octobre, devrait être adoptée une Charte européenne des droits fondamentaux qui est rejetée par la quasi totalité des syndicats et mouvements citoyens des différents pays de l'Union européenne. Ce Sommet s'inscrit dans la dérive libérale de l'Union dont le Conseil européen de Lisbonne de mars dernier avait déjà été un moment particulièrement fort.

Les 13 et 14 octobre, à Bayonne, dans le cadre du collectif Pour le contre-Sommet de Biarritz, le comité Attac Pays basque est partie prenante de deux forums critiques centrés sur les institutions et sur le contenu des politiques de l'Union. Il organise également un débat public sur la soumission de l'UE au FMI, à la Banque mondiale et à l'OMC. Le président et le secrétaire général d'Attac participeront à ces trois rencontres.

Le samedi 14 octobre à 16 h 30, à Bayonne, le comité Attac Pays basque défilera en tête de la manifestation prévue par le collectif pour protester contre l'absence de contenu social de la construction européenne.

Le Bureau d'Attac invite les membres d'Attac, et en premier lieu ceux du Grand Sud-Ouest, à participer nombreux aux forums et au débat public, et à témoigner ainsi de leur conviction qu'une autre Europe est possible.

Paris le 9 octobre 2000. attacfr@attac.org

CONTRE-SOMMET EUROPEEN DE BIARRITZ - Organisé par le collectif Pour le contre-Sommet de Biarritz - PROGRAMME

VENDREDI 13 OCTOBRE
20 H : FORUM 1. L'Europe, avec qui ? Les institutions, la démocratie et les peuples (Centre de réunion municipal (salle n° 1), place Sainte Ursule, Bayonne)

Animateur : Pierre Tartakowsky, secrétaire général d'Attac. Intervenants : Michel Cahen, chercheur au CNRS - Bernard Cassen, professeur à l'Institut d'études européennes de l'université - Paris VIII, président d'Attac - Koldo Gorostiaga, spécialiste du droit du travail, député européen - Alain Krivine, porte parole de la LCR, député européen

SAMEDI 14 OCTOBRE
10 H : DEBAT organisé par Attac. La soumission de l'Union européenne aux institutions internationales: FMI, Banque mondiale, OMC (Centre de réunion municipal (salle n° 1), place Sainte-Ursule, Bayonne). Avec, notamment, Bernard Cassen, président d'Attac, Jean-Marie Harribey, professeur d'économie à l'université de Bordeaux, membre du conseil scientifique d'Attac et Pierre Tartakowsky, secrétaire général d'Attac

14 H : FORUM 2. L'Europe, comment ? Social, environnement, emplois, retraites, femmes... (Centre de réunion municipal (salle n° 1), place Sainte Ursule, Bayonne ou Remparts de Mousserolles, si beau temps) Animateur Pierre Tartakowsky, secrétaire général d'Attac - Intervenant(e)s : Joselu Cereceda, économiste - Marie-Paule Connan, déléguée belge des Marches européennes - Eric Dolosor, porte-parole d'ELB (Confédération paysanne du Pays basque) - Jean-Marie Harribey, professeur d'économie à l'université de Bordeaux

16 H 30 : MANIFESTATION - Départ place Saint-André, Bayonne. A l'appel du comité Attac Pays basque et du collectif

18 H A 2 H DU MATIN. Remparts de Mousserolles - ANIMATION, TIRAGE TOMBOLA, CONCERT - Avec les groupes Eztanda, Berri beltzak, Skunk, Jam Session Bandia.

RAPPEL : 11 octobre – Bourse du travail (Paris) – Meeting « L'Europe : pour vos droits citoyens » organisé par le CCDF, collectif de plus 80 organisations (syndicats et associations). Pour plus d'informations voir <http://www.charte-ccdf.org>

On va marcher sur Nice

Un document vidéo de 21 minutes pour ouvrir le débat sur les enjeux du prochain sommet européen de Nice.

Plus de problème de chômage en Europe ? Loin s'en faut ! Il reste plus de 16 millions de chômeurs alors que la précarité et la flexibilité explosent. Les salaires restent bloqués, les statuts des travailleurs sont sans cesse remis en cause par l'offensive néo-libérale.

Ce film fait le point sur les mobilisations depuis les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions de 1997, avec des images de la marches sur Cologne de 1999, les



attac

mobilisation de Seattle, Millau, la lutte contre le Pare et la refondation sociale du Medef.

Une manière de préparer la mobilisation et le grand rassemblement des chômeurs, précaires et salariés qui aura lieu les 7 et 8 décembre 2000 lors de la Conférence intergouvernementale de Nice.

Commande à l'ordre de "Canal Marches" 104, rue des Couronnes - 75020 Paris
Prix à l'unité : 90 F port compris.
Noter le nombre d'exemplaire désiré et votre adresse.

Canal Marches est une association de chômeurs, précaires et vidéastes qui travaille en lien avec les Marches européennes. En diffusant cette cassette, vous participez aux frais de production et permettez la poursuite de nos activités.

Annnonce d'une amélioration de l'initiative HIPC : la duperie continue !

Le grain de sable n° 172 s'est fait l'écho d'une annonce du FMI et de la Banque mondiale quant à une amélioration du programme d'allègement de dette des PPTe (40 pays pauvres très endettés). Le doute émis quant à la générosité d'une telle annonce était pertinent. Jugez plutôt.

L'art d'annoncer plusieurs fois la même "amélioration"

L'initiative PPTe (HIPC en anglais) date de septembre 1996 et sa base sur la logique de "soutenabilité" de la dette d'un pays. Cette "soutenabilité" est calculée à partir de projections sur la balance des paiements à moyen terme des pays concernés. Suivant sa logique du "tout à l'exportation", le FMI se base sur les revenus d'exportation pour juger de la "soutenabilité" d'une dette. A l'origine de l'initiative, en 1996, une dette était jugée soutenable si elle ne dépassait pas 200-250% des revenus d'exportation (cela signifie qu'il faudrait 2 à 2,5 fois les revenus d'exportation du pays pour qu'il rembourse toute sa dette). Depuis septembre 1999 et l'annonce d'une initiative renforcée (dans la foulée du G7 de Cologne), ce ratio de "soutenabilité" est passé à 150%. En clair, seul un pays ayant une dette dont la valeur dépasse 150% de ses exportations est éligible pour un allègement. Et le montant de cet allègement sera calculé dans le but d'atteindre ce niveau jugé soutenable.

Une autre modification a été apportée : à l'origine de l'initiative, un pays devait appliquer

deux fois trois ans de réformes d'ajustement structurel. Après les trois premières années, le pays aboutissait au point de décision et se voyait élu pour la seconde phase de réforme, si et seulement si sa dette était toujours insoutenable après ces trois ans de réforme. Trois nouvelles années de réformes étaient alors nécessaires pour atteindre le point d'achèvement et un éventuel allègement (si et seulement si la dette est toujours jugée insoutenable à ce point d'achèvement). Depuis l'initiative renforcée, cette seconde phase de trois années de réformes a été assouplie : l'élection au point d'achèvement est désormais "flottante" ("floating completion point"). Qu'est-ce que cela signifie en clair ? Qu'un pays, s'il est tout particulièrement efficace dans l'application de ses réformes, peut les accélérer et atteindre plus rapidement le point d'achèvement (et donc l'allègement nécessaire pour rendre sa dette soutenable).

En septembre 2000, l'Ouganda (allié stratégique des USA en Afrique) était le premier bénéficiaire de cette "amélioration". C'est ce qui a permis à la Banque mondiale et au FMI d'annoncer une mesure pourtant déjà d'actualité depuis un an. La logique reste la même : appliquer des réformes et obtenir un allègement homéopathique, afin que le pays puisse continuer à rembourser sa dette à l'avenir. Quant aux conséquences, elles sont déplorables : on assiste à une course à l'allègement, et donc aux réformes, par des gouvernements assoiffés de rentrées financières, vu qu'ils n'ont pas accès aux marchés financiers et que dès lors, dans un monde néolibéral, sont condamnés à dépendre de financement extérieur (aide publique au développement et prêts du FMI et de la Banque mondiale). Le pire est que cette course à l'allègement implique une course à l'endettement. Pourquoi ? Tout simplement parce que la logique de l'initiative l'impose : si la dette d'un pays est soutenable au point d'achèvement, il n'y a pas d'allègement octroyé. Donc, l'intérêt du pays en quête d'un allègement est de s'endetter.

Les résultats

Le FMI et la Banque mondiale se félicitent aujourd'hui d'annoncer une liste de 20 pays susceptibles d'accéder à un allègement. Mais ils oublient que pas plus tard qu'en janvier 2000, ils annonçaient 24 pays éligibles ! En outre, il est important d'avoir à l'esprit que la dette des 40 pays de la liste PPTe (dont seuls 20 sont concernés par un éventuel allègement) ne représente que 10% de la dette du Tiers Monde.



attac

Cette liste n'inclut en rien les pays abritant la majorité des pauvres de notre planète : l'Inde, le Brésil, le Pakistan, le Mexique, l'Indonésie, les Philippines, le Pérou, le Nigeria, etc.

En outre, l'initiative ne permet pas un allègement délivré d'un seul coup, mais bien progressivement en allégeant chaque année une part du service de la dette. Ainsi, par exemple, le Honduras, arrivé au terme de ses trois premières années de réformes, est entré dans la seconde phase, désormais "flottante". A l'arrivée, en cas d'allègement, le pays recevra quelque 738 millions de dollars d'allègement (NPV) étalés sur une période allant de 8 à 15 ans. Cela signifie que le pays est condamné à des sacrifices néolibéraux pendant longtemps encore. Et pour pas grand chose : le pays devra continuer à rembourser sur la même période quelque 1,8 milliards de dollars, soit plus du double de l'allègement accordé. Pour l'année 2000, la somme éventuellement accordée s'élève à 31,2 millions... soit 25% de l'aide américaine au Honduras. C'est insignifiant (encore plus lorsqu'on se souvient des dégâts causés au pays par l'ouragan Mitch en 1998) ! Le Honduras s'apprête parallèlement à devoir privatiser l'eau, la santé, l'énergie ou encore les télécommunications. Quant aux avancées sociales, il est aisé de se vanter d'une progression de 3% lorsqu'on s'est acharné à diminuer ces dépenses de 30% au cours des vingt années précédentes...

Même en se contentant de véhiculer les chiffres du FMI et de la Banque mondiale, qui pourtant ont pour habitude d'être hautement "optimistes", seuls 12% de la dette des pays pauvres de la liste HIPC (et donc 1,2% de la dette du Tiers Monde) est susceptible d'être allégée. C'est dramatiquement faible.

A l'arrivée, les institutions financières réussissent leur pari médiatique, tout en renforçant leur statut. Qu'est-ce à dire ? L'initiative HIPC est tellement complexe que les annonces peuvent se multiplier sans que rien n'avance en réalité. Mais parallèlement, les institutions financières internationales pourront refinancer leurs créances qu'ils savent difficilement remboursables, alors qu'elles tiennent à conserver leur statut de créancier prioritaire, le FMI pour rester le garant du système financier international et la Banque mondiale pour conserver la cote maximale de AAA sur les marchés financiers.

Pendant ce temps, dans les 40PTE, 34% des enfants de moins de cinq ans souffrent de

malnutrition, 43% des adultes sont analphabètes et près de la moitié de la population survit avec moins de 1 dollar par jour. En 1999, les 40 PTE ont pourtant remboursé 1,6 milliards de dollars en plus qu'ils n'ont reçu comme prêts des créanciers du Nord. Jusqu'où ira-t-on dans l'insupportable ?

Arnaud Zacharie (CADTM)
cadtmcontact@skynet.be

Quelques leçons de Prague

Le 26 septembre 2000, Prague est entré, après Seattle, Bangkok, Washington ou Genève, dans la liste des villes dont les noms sont et seront cités comme symboles de la montée des luttes contre la mondialisation libérale.

L'importance de la manifestation qui s'est déroulée le jour où s'ouvrait l'assemblée générale conjointe du FMI et de la Banque mondiale, confirme l'ampleur de la vague de contestation qui s'exprime, aujourd'hui, sur tous les continents. Mais, comme tout événement, celui-ci a sa singularité et mérite d'être regardé pour ses spécificités.

La première leçon de Prague porte sur la politique du FMI et de la BM. Celle-ci s'est plus souvent exprimée par la bouche de James Wolfensohn, président de la Banque, que par celle de Horst Köhler, directeur exécutif du FMI. L'arrivée récente de ce dernier, après de sérieuses controverses sur le nom du successeur de Michel Camdessus, n'en est pas la seule raison : la Banque a toujours soigné ses relations publiques et elle aimerait se présenter comme l'institution porte parole des " pauvres de ce monde ".

Sur le fond, rien ne change. On ne parle plus de " plans d'ajustement structurels ", mais de " plans de réduction de la pauvreté et de la dette ", mais le contenu en est le même.

Le discours, lui, est tout différent. Dans le débat qui a opposé les dirigeants du FMI et de la BM et des représentants d'ONG, la seule défense de James Wolfensohn a été de répéter que " lui aussi avait du cœur ", une ligne de conduite qu'il a maintenu pendant les manifestations du mardi 26 en déclarant à la presse qu'il " comprenait les motivations des manifestants ". Ce discours est le même que celui qui a été tenu par les représentants de la Banque qui ont reçu une délégation d'ATTAC et des ONG françaises le 26 septembre, à Paris à l'occasion d'une manifestation de soutien aux initiatives de



attac

Prague. Cette ligne défensive, allant jusqu'à un mea-culpa partiel – la Banque, comme le FMI, reconnaissant que la pauvreté avait augmenté ces dernières années -, s'explique par l'ampleur des critiques, critiques qui viennent de trois directions différentes.

Elles viennent d'abord des milieux les plus libéraux, américains en particulier, qui considèrent que les institutions internationales doivent voir leur mandat limité au maximum. Si l'ONU et ses agences, l'UNESCO en particulier, concentrent traditionnellement leurs attaques, le FMI et la Banque Mondiale ne sont pas épargnées. Une commission du congrès américain vient de demander une limitation des pouvoirs d'intervention du FMI, et, à Prague, la presse financière a multiplié les critiques contre le FMI et la BM : l'éditorial du " Financial Times " du 28 septembre était ainsi directement dirigé contre James Wolfensohn, jugé coupable de complaisance avec les opposants à la mondialisation !

Le deuxième type de critique, la plus récente, est interne aux institutions internationales. Ils émanent de hauts fonctionnaires qui jugent sévèrement l'action récente du FMI et de la Banque. Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque, est le plus connu d'entre eux. Il a développé un point de vue très critique sur l'action du FMI, tant pendant la crise asiatique que lors de ses interventions en Russie. S'il ne remettait pas en cause les principes essentiels du " consensus de Washington ", basés sur la privatisation des entreprises publiques, la limitation des déficits et l'ouverture généralisée des marchés, Joseph Stiglitz critiquait la non prise en compte par le FMI des nécessaires mesures structurelles (assainissement du secteur bancaire, " bonne gouvernance ", etc.) en Russie ainsi que du dialogue nécessaire pour obtenir un accord suffisamment large dans les pays soumis aux plans d'ajustement, en particulier après la crise asiatique.

Le troisième axe de critique est celui qui émane des mouvements sociaux et qui a été porté par les manifestants de Seattle, Washington et Prague. Il s'agit des critiques les plus fondamentales, qui porte sur la logique même d'un système qui accroît les inégalités, précarise le travail et menace l'environnement, les derniers exemples étant les grands travaux financés par la Banque, le barrage des trois gorges en Chine ou l'oléoduc qui traversera le Tchad. Un système qui fonctionne sans réel contrôle démocratique, la pondération des voix

tant au FMI qu'à la Banque donnant une majorité absolue aux pays riches.

La Banque mondiale et le FMI sont dans une situation instable où ils continuent à appliquer la ligne libérale, mais en donnant l'impression de ne plus y croire.

Les mobilisations ont été suffisamment importantes pour déstabiliser le système, mais pas encore suffisantes pour inverser la logique qui le sous-tend ! Et pour ceux qui n'auraient pas confiance dans le poids de nos mobilisations, il est utile de citer " The Economist " du 23 septembre qui, dans son éditorial, écrivait que " les manifestants anticapitalistes qui seront à Prague... ont raison sur deux points, sur la question majeure que représente la pauvreté du tiers monde, et sur le caractère réversible de la mondialisation, malgré la puissance qu'elle représente ".

La deuxième grande leçon de Prague est l'importance de la mobilisation de la jeunesse à l'occasion des manifestations.

Comme aux Etats-Unis, à Seattle et à Washington, l'écrasante majorité des manifestants avait autour de 20 ans. Il y a là une vague de radicalisation qui touche tous les pays, même si certains, comme la France, sont en retard dans ce processus. Les chiffres sont parlants : 500 jeunes suédois et plusieurs centaines de norvégiens et finnois, 3 à 500 grecs, 1000 italiens, plus encore de britanniques et autant de jeunes venant de l'état espagnol. Un pays où, à Madrid, 4000 jeunes manifestaient le mardi 26 en solidarité avec les manifestants de Prague et où, quelques jours plus tard, 5000 personnes manifestaient à Madrid et autant à Barcelone contre la répression de la police tchèque.

Les méthodes d'action qui ont été mises en application à Prague étaient le strict décalque de celles qui ont fait leurs preuves aux Etats-Unis. La structure de base est le " groupe par affinité ", un principe particulièrement adapté à une mobilisation plurinationale, où s'ajoutent aux problèmes de langue les différences de traditions politiques et organisationnelles. Ces groupes se réunissaient dans un " centre de convergence " qui permettait aux délégués d'élaborer les plans des manifestations et aux présents de se former et d'échanger avec les autres délégations. Une fois le plan de la manifestation établi, chaque groupe choisit son parcours en fonction de ses caractéristiques, risqué ou non, court ou long, etc. Tout le monde



attac

a ses consignes de base, fondées sur l'action radicale non-violente.

Cette vague de radicalisation de la jeunesse, même si elle est moins importante, aujourd'hui, que celle des années 60/70, peut changer profondément les rapports de force et la situation des mouvements sociaux dans de nombreux pays. Mais, comme toujours quand une nouvelle génération militante se forme, le lien entre ces jeunes et les mouvements existants n'ira pas de soi. La première raison, classique, est générationnelle : il faudra que se forge une identité, des pratiques, des repères, qui – au mieux – seront différents de ceux des générations précédentes. Prague, après les manifestations américaines, nous donne une idée de ce que pourront être ces pratiques et cette identité : elles risquent fort de bousculer les traditions et habitudes des "appareils", en incluant dans ceux-ci les ONG et les mouvements sociaux et militants les plus récents. L'enjeu est pourtant essentiel : il s'agit de faire le lien entre des générations et à travers elles, de partager les expériences, les acquis et les débats qui ont été ceux du mouvement ouvrier ou du mouvement social de ces dernières décennies. Il est possible de suivre l'exemple de l'expérience américaine, où, malgré des désaccords importants, les réseaux de jeunes et le syndicalisme, en l'occurrence l'AFL-CIO, ont pu prendre langue et coordonner leurs actions, le 16 avril à Washington marquant, en la matière un net progrès après Seattle. Mais il existe aussi des cas plus difficiles, comme en Grande-Bretagne, où les Trade Unions ont rejeté les jeunes radicaux regroupés dans "Reclaim the Streets" et ne se sont que peu liés aux mobilisations pour l'annulation de la dette des pays pauvres, animés par la coalition "Jubilee 2000". Les problèmes ne se limiteront pas aux liens avec les syndicats. A Prague, où les syndicats étaient globalement absents, c'est avec une ONG, "Friends of the Earth", que les difficultés sont apparues : celle-ci, devant le risque de violences, se désolidarisant à l'avance de la manifestation, ce qui entraîna de nombreux débats en son sein.

La troisième leçon de Prague porte sur les faiblesses et les difficultés rencontrées.

Il s'agit tout d'abord de la faiblesse et de la division des structures militantes tchèques. Une faiblesse qui s'explique par la situation du pays après la "révolution de velours", où les structures de mobilisations se sont affaiblies très rapidement sans que n'apparaissent de nouvelles formes d'organisation du mouvement

social. A cela s'ajoute la situation de la République tchèque face aux institutions financières internationales, un endettement très faible comparé à d'autres pays, en particulier la Russie.

Ni les syndicats ni aucun des grands partis ne se sont mêlés de la manifestation du 26. Le gouvernement et les partis qui le soutiennent (des libéraux et les sociaux-démocrates) ont mené une campagne hystérique contre les manifestants, avant comme après le 26, laissant Vaclav Havel avoir, seul, une position plus équilibrée. Le Parti communiste, qui monte dans les sondages, avait décidé de manifester dans son coin le samedi 23 – une manifestation maigrelette -, probablement pour ne pas prêter le flan aux accusations gouvernementales.

Les débats et sommets alternatifs ont été organisés par deux structures différentes, un "forum", privilégiant les débats et l'INPEG, qui s'est occupé de la manifestation. Chacune de ces structures étant limitée en nombre et représentativité.

Cette faiblesse a eu des conséquences multiples. Elle a empêché tout d'abord une maîtrise collective de la manifestation : l'INPEG assumait la radicalité non-violente, mais n'avait pas les moyens d'être suffisamment présente pour faire respecter ce cadre.

Elle n'a pas non plus permis une présence nombreuse de représentants du Sud et de l'Est. Il aurait fallu, pour cela, mobiliser des ressources financières ou au moins vérifier que d'autres structures, plus riches, le fassent. Quelques voyages ont été payés, en particulier par FOE et Jubilee 2000, mais le poids des premières victimes des plans d'ajustements structurels était beaucoup trop faible.

Elle a conforté les inquiétudes des syndicats, à cause du flou sur la nature des manifestations, sur leur participation aux mobilisations de Prague.

Cette faiblesse de la participation tchèque, qui reflétait une mobilisation limitée des pays de l'Est (les Hongrois étaient les plus nombreux, avec un cortège de 300 personnes), ne veut cependant pas dire que la manifestation n'aura pas d'effet en République tchèque. Le fait que Prague ne soit qu'une étape d'une mobilisation aujourd'hui mondiale et la reconnaissance du rôle des manifestants par les dirigeants du FMI et de la Banque Mondiale amèneront, dans quelques semaines ou quelques mois, à une



attac

appréciation plus positive du rôle de cette mobilisation que les échos donnés par la presse tchèque. Le nombre des arrestations de jeunes tchèques (plus de 750, les étrangers n'étant que 130) et les mauvais traitements dans les commissariats sera lui aussi, à coup sûr, un facteur de prises de conscience. Prague peut donc être le point de départ de liens plus forts avec les réseaux militants en Europe de l'Est, mais il faudra pour cela assurer une continuité de contacts et d'échanges.

La deuxième faiblesse de la mobilisation de Prague est l'absence de lien avec les forces sociales, en particulier syndicales.

Cela renvoie à la situation en République tchèque, mais aussi aux positions du syndicalisme ouest-européen. A la différence du syndicalisme américain, la CES ne s'est pas impliqué dans le mouvement d'opposition à la "mondialisation libérale". Si, pour certains, il ne s'agit que d'un retard, pour d'autres, l'explication est à chercher dans une attitude ambiguë sur la mondialisation vécue comme inévitable, la seule réponse à apporter étant "un peu plus d'Europe". La relative faiblesse de la participation française à Prague (autour de 300 militants) n'a pas permis de faire jouer, là bas, la dynamique positive que les mouvements sociaux et syndicats avaient pu jouer à Genève ou Millau en juin dernier.

Les mobilisations de Nice, en décembre prochain, devraient être, avant le forum social mondial de Porto Alegre et les manifestations à Davos, l'occasion de lier plus étroitement, sur le terrain, syndicats et forces sociales, mouvements de jeunes et mouvements de lutte contre la "mondialisation libérale".

Christophe Aguiton, Paris, le 7 octobre 2000
attacint@attac.org (groupe international)

Des murs pour les humains...

Le sommet euro-méditerranéen prône: "Liberté de circulation des marchandises, liberté de circulation des capitaux, liberté pour les échanges de services... et des murs pour les êtres humains!"

A El Ejido, l'Europe récolte les fruits de la fermeture des frontières :

" Souvenez-vous, les 5, 6 et 7 février 2000, la population de la ville andalouse d'El Ejido se livre à un véritable pogrom à l'encontre de la communauté immigrée : chasse à l'étranger

provoquant une soixantaine de blessés, destructions de logements et de locaux, des organisations civiques attaquées. La police ne réagit qu'après trois jours, pour éviter des morts qui auraient fait scandale. (...) Suite à ces émeutes, une commission internationale du Forum Civique Européen s'est rendue sur place en vue d'élucider les inquiétantes synergies qui ont mené à cette flambée de haine. " *

Le rapport rédigé par cette commission internationale, « El Ejido, terre de non-droit » met au jour les conséquences perverses de la politique de Schengen sur l'immigration, qui, en fermant les frontières de l'Europe encourage la clandestinité et les traitements inhumains de personnes qui ne cherchent qu'à (sur)vivre. Le racisme ordinaire, ainsi justifié, se drape d'une pseudo-légitimité et se présente comme un instrument au service des nations, jusqu'à l'explosion. A El Ejido, services publics et administrations sont impliqués dans ces débordements haineux qu'ils n'ont voulu maîtriser et que désormais ils couvrent. Aucun procès et nulle sanction n'ont été prises vis-à-vis des responsables, la population se tait, nul ne sait rien, nul ne fait rien.

Car El Ejido protège les siens et son milieu absurde. El Ejido est un désert ranimé artificiellement en mer de plastique : 30 000 hectares de serres abritent des légumes produits intensivement à grands renforts d'engrais, de pesticides et d'exploitation humaine. Ceci en vue de satisfaire la consommation de légumes hors-saison en Europe du Nord pendant son hiver... C'est l'avènement d'un système économique qui réclame de tout, tout de suite, du moment que cela se vend et ce, quel qu'en soit le coût éthique ou écologique, pourvu que le profit soit maximal.

Ce sujet est toujours d'une actualité brûlante, puisqu'à l'heure de la rédaction de ce texte, à Almerià, 64 personnes d'origine marocaine sont en grève de la faim dans l'attente d'une régularisation et des centaines d'autres qui présentent une même requête les soutiennent chaque jour. Certaines de ces personnes ont perdu les preuves nécessaires à leur régularisation durant les émeutes d' El Ejido et se trouvent ainsi dans une situation inextricable que les autorités ne semblent pas avoir à cœur de résoudre.

Mais ce sont également les exploitants agricoles qui rechignent désormais à embaucher une main-d'œuvre d'origine marocaine, car celle-ci tend à s'organiser suite aux événements d'El



attac

Ejido, et exige notamment le respect de quelques droits fondamentaux (logement, régularisation...). Les exploitants sont en cela confortés par certains syndicats agricoles espagnols - comme la "COAG" - qui ne proposent plus de main-d'œuvre d'origine marocaine sur le marché du travail mais des populations jugées moins vindicatives (d'origine sub-saharienne, notamment).

Les ONG locales (Femmes Progressistes, Almerià Acoge...) qui se battent pour que les conditions de travail et de vie de cette main-d'œuvre agricole s'améliorent et pour que justice soit faite suite aux événements d'El Ejido, subissent des pressions de plus en plus fortes et sont menacées dans leur travail.

C'est dans ce contexte brûlant, et à quelques jours seulement du sommet euroméditerranéen, que le Forum Civique Européen vous invite à accueillir une délégation de femmes progressistes d'El Ejido le:

vendredi 3 novembre à la librairie Païdos à Marseille, à 19 h 00

mardi 7 novembre au théâtre des Carmes à Avignon, à 20 h 30

mercredi 8 novembre au cinéma EDEN de Fontvieille, à 20 h 30

Ces soirées seront aussi l'occasion de présenter le rapport de la commission internationale, El Ejido, terre de non-droit, et de faire le point sur l'actualité là-bas, tout en gardant présent à l'esprit le caractère européen de ce problème.

"El Ejido garde le cap, sans état d'âme, sans le moindre soupçon de justice réparatrice, avec la bénédiction du gouvernement espagnol, de l'Europe et des amateurs de fruits et légumes frais à qui ce rapport aimerait rappeler leur coût humain et leur goût de sang" Jean Duflot.

N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement : "Forum Civique Européen" Mas de Granier, Caplan, 13 310 Saint-Martin de Crau. Fax : 04 90 47 27 23 Mail : forumcivique.europe@wanadoo.fr

* Extrait du rapport El Ejido, terre de non-droit

L'Autre Sommet

Une zone israélo-palestinienne de libre-échange

Les négociateurs israélien et palestinien, seraient tombés d'accord sur le principe d'une zone de libre-échange lorsque les frontières économiques seront effectivement établies.

L'accord implique une harmonisation des droits de douane et leur suppression entre Israël et le futur Etat palestinien. Des désaccords subsistent néanmoins : les Palestiniens souhaiteraient écourter la période de transition à quelques mois, et ils souhaitent une certaine perméabilité des frontières pour dynamiser leur développement économique. Mais l'approche sécuritaire du gouvernement israélien, nécessitant une séparation entre les populations a toutes les chances de s'imposer. D'après la Lettre de Med Intelligence N° 22 - 30 septembre au 13 octobre 2000

Le fardeau de la dette africaine

"Le fardeau de la dette africaine, qui s'élève à 350 milliards de dollars, représente 300% des exportations de biens et services du continent en 1999, qui ont elles-mêmes reculé de 15%, alors que la part du continent dans les flux d'investissements étrangers directs n'a atteint que 3%." Ahmed AMEZIANE, représentant du Maroc à la Commission économique et financière de l'ONU, 2/10/2000

Rébellion dans l'air !

Les délégations à la Commission économique et financière de l'ONU ont appelé les Nations Unies, les institutions de Bretton de Woods, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à oeuvrer de concert pour mettre en place une architecture commerciale et financière plus soucieuse des besoins des pays en développement et des pays à économie en transition.

Communiqué de presse de l'ONU AG/EF/308 du 2/10/2000

Y a bon mondialisation !

"Refuser la mondialisation revient à priver d'un avenir meilleur tout le monde." Répondant aux critiques adressées à la mondialisation, la représentante a déclaré que "la capacité de tirer parti de la mondialisation dépend de l'environnement juridique et politique de chaque pays. Le défi doit donc être de restructurer les institutions pour optimiser l'impact positif de la mondialisation." Betty E. KING, représentante des Etats-Unis à la Commission économique et financière de l'ONU, 2/10/2000

Olga Otero secretariat.euromed@attac.org

National-libéralisme et libéralisme



attac

L'invité de *Matin Première* (RTBF) du lundi 21 février 2000, Jean-Yves Camus, du Centre de recherche sur le racisme et l'antisémitisme et auteur d'un *Etat des lieux sur l'extrême droite en Europe* a déclaré à propos de Haider:

" On est en face, là, d'un nouvel objet politique que j'appelle moi National-libéralisme et qui est distinct d'ailleurs du nazisme et du fascisme par le peu de place qu'il accorde à l'Etat. Dans le fascisme et le nazisme l'Etat est omnipotent sur la vie des individus et sur l'économie. Là, dans l'Autriche de Mr Haider ce que veut le FPÖ c'est au contraire déréglementer au maximum, et un Etat minimum. "

Le problème est que si le National-socialisme n'avait pas grand-chose à voir avec le socialisme (1), le National-libéralisme, lui, a tout à voir avec le libéralisme.

Comme les libéraux et autres conservateurs, Haider veut détruire les syndicats, privatiser les caisses de retraite, les soins de santé, l'enseignement, la justice et les entreprises et services publics en général, expulser les étrangers, fermer les frontières, renforcer l'armée et la police et étendre leurs pouvoirs, détruire la législation du travail, réduire ou supprimer les impôts des patrons et faire la chasse à toute organisation progressiste.

La première raison pour laquelle les libéraux, se sont mis en première ligne pour attaquer Haider, c'est que Haider n'est pas présentable. Comme Duvalier, Mobutu, Eltsine ou Bokassa, Haider a le tort de formuler trop clairement ce qu'il veut, et il veut ce que veulent les libéraux. Haider est une imprésentable caricature de ce que sont les libéraux. La deuxième raison est que l'extrême droite dure que représente Haider risque de prendre ses électeurs à la droite "molle". Qui n'a de mou, d'ailleurs, que le rythme avec lequel elle veut imposer aux peuples une domination capitaliste digne du dix-neuvième siècle. Un rythme tout simplement prudent, il faut d'abord démanteler les syndicats, amadouer ou réprimer étudiants et enseignants, endoctriner le peuple.

Or, malgré les "taux de croissance" à la hausse (ce qui ne veut rien dire en terme d'économie réelle), les pays occidentaux sont toujours en crise. Leurs entreprises sont plus que jamais en pleine guerre concurrentielle. Donc, avec l'assentiment ou l'aide des libéraux, on continue et continuera à licencier massivement. Le chômage et la pauvreté s'étendent et continueront à s'étendre. Et le mécontentement à croître. Tant qu'ils peuvent

contrôler la situation, c'est-à-dire éviter un soulèvement général, les libéraux sont utiles aux capitalistes. Mais le jour où ils ne le pourront plus, les capitalistes sortiront tous leurs Haider de leurs manches. Et, ce jour-là, n'en déplaise à Jean-Yves Camus, l'Etat policier ET capitaliste sera à nouveau "omnipotent sur la vie des individus et sur l'économie" (capitaliste).

Or, les capitalistes ont peur. Ils se rendent compte qu'ils vont trop vite et font trop fort. Mais la guerre qu'ils se font entre eux l'impose. Donc il ne leur reste plus que le choix de la violence et de la répression. En témoigne leur "déclaration de Genève" de septembre 1998: "l'émergence de groupes d'activistes risque d'affaiblir l'ordre public, les institutions légales et le processus démocratique. Ces organisations activistes devraient se légitimer elles-mêmes, en prouvant leur démocratie interne et leur transparence. Elles devraient assumer pleinement leurs responsabilités en ce qui concerne les conséquences de leurs activités. Si ce n'est pas le cas, il faudrait envisager des règles établissant leurs droits et responsabilités. Le monde des affaires est habitué à travailler avec les syndicats, les organisations de consommateurs et d'autres groupes qui sont responsables, crédibles, transparents, et qui méritent le respect. Ce que nous mettons en question, c'est la prolifération de groupes activistes qui n'acceptent pas ces critères d'autodiscipline." (2)

Bientôt, ils chercheront et mettront au pouvoir des Haider capables d'arrêter cette "prolifération de groupes activistes" tels qu'Attac et les milliers d'organisations qui ont fait capoter la réunion de l'OMC à Seattle.

A moins qu'en combattant Haider, nous combattions ce qui produit des Haider. Et que nous ne nous trompions ni de moyens, ni de cible, ni d'objectifs.

Gérard de Sélys

(1) Même si le "socialiste" Henri De Man fut considéré par Mussolini comme un des meilleurs théoriciens fascistes, avant qu'il devienne président du POB, le parti socialiste belge de l'époque.

(2) Déclaration de Genève du monde des affaires, ICC, Chambre de commerce internationale (450 patrons de multinationales américaines, européennes et asiatiques) septembre 1998.



attac

Carte blanche de Gérard de Sélys, journaliste, auteur de "Tableau noir, appel à la résistance contre la privatisation de l'enseignement" EPO 1998 et "Privé de public, à qui profitent les

privatisations ?" EPO 1995, parue dans le Liège-ATTAC no 6. Pour plus d'informations liege@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>>

- Mardi : PARIS 15 – BORDEAUX – CHALONS EN CHAMPAGNE – PARIS 14 – MARSEILLE – AIX EN PROVENCE – BOURGES – NICE – ROUEN – AVIGNON
- Mercredi : CAEN – PARIS 11 – PARIS 13 – BORDEAUX – MARSEILLE – BOURGES – QUIMPER – PARIS (CCDF)
- Jeudi : CHATELLERAULT – BORDEAUX – MARSEILLE – BOURGES – ROUEN
- Vendredi : BIARRITZ – MONTMELIAN – METZ – BORDEAUX – BOURGES – QUIMPERLE – MATOURY ROCHAMBEAU